

récemment, elle était faite soit par des sociétés mères étrangères de filiales canadiennes, soit par de grosses sociétés. Même en 1959, 72 p. 100 de la somme globale dépensée au chapitre de la recherche industrielle était attribuable aux sociétés qui avaient engagé au-delà de \$50,000,000. On ne s'attendrait pas, au Canada, que les petites sociétés participent à la recherche industrielle à une grande échelle. Il est bien évident qu'elles ne sont pas équipées pour cela. Par exemple, un microscope électronique convenablement installé coûterait de \$70,000 à \$80,000. Le coût d'un appareil à rayons infra-rouges serait de l'ordre de \$15,000. Ce sont des pièces d'outillage coûteuses pour une petite industrie, de sorte que la majeure partie de notre recherche industrielle se fait par les grandes sociétés, en collaboration, bien entendu, avec les universités et le Conseil national de recherches.

Certains soutiennent que le Canada n'affecte pas assez de fonds à la recherche industrielle. En 1960, les sommes que le Canada a affectées à la recherche représentaient environ 1 p. 100 du produit national brut. On met en parallèle ce chiffre de 1 p. 100 et celui de 2.74 p. 100 que les États-Unis affectent à la recherche. Je n'admets pas cette comparaison pour la bonne raison que le gouvernement américain appuie fortement la production de défense et les industries engagées dans cette production, bien plus que le Canada. Je pense qu'il serait bien plus juste de comparer notre situation avec celle des États-Unis en 1954. Si l'on fait ce calcul, qui permet d'exclure en grande partie les sommes affectées à la production de défense, on constate que les sommes consacrées à la recherche représentent 1 p. 100 de notre produit national brut au Canada et 1.4 p. 100 aux États-Unis. Je ne dis pas que nos dépenses sont suffisantes. Je continue de penser qu'il reste beaucoup à faire au Canada dans le domaine de la recherche et que nous n'y parviendrons que si le gouvernement et l'industrie font des contributions à la recherche en général et aux universités en particulier.

Je suppose que tout le monde a entendu parler du léger conflit d'opinions qui oppose actuellement l'industrie et le Conseil national de recherches. Le Conseil dit que l'industrie ne sait pas tirer parti des découvertes du Conseil, tandis que l'industrie prétend que le Conseil ne met pas au point des articles faciles à fabriquer. Voici une question que le comité pourrait se donner la peine d'étudier pour voir si le Conseil national de recherches, l'industrie et les universités du pays répondent à nos besoins en matière de recherche.

La proposition que je vais faire ici ne recevra probablement pas un bien bon accueil. Quoiqu'il en soit, la voici: pour que ce comité

ait une vue d'ensemble des recherches qui se poursuivent au Canada, il devrait examiner non seulement les travaux du Conseil national de recherches, ceux de l'industrie, ceux de l'*Atomic Energy* et le reste, mais aussi les travaux de recherche des ministères de l'État qui ont des services de recherche. Je ne songe ici qu'aux travaux de recherche de ces ministères et non à leurs prévisions de dépenses ni à quoi que ce soit d'autre. Ainsi, le comité pourrait se faire une juste idée des travaux de recherche qui s'effectuent non seulement au Conseil national de recherches, dans l'industrie et les universités, mais aussi de ceux que poursuivent les ministères de l'État. Je sais que le comité chargé d'étudier les prévisions de dépenses des ministères examine aussi les travaux de recherches auxquels ces prévisions peuvent se rapporter, mais en l'occurrence, je crois que si le comité qui nous occupe présentement examinait les travaux de recherche qu'accomplissent les ministères, il aurait une meilleure vue d'ensemble de la recherche qui se fait au Canada.

Je suppose qu'il est assez difficile, pour n'importe quel pays de faire vivre tous les hommes de science qu'il forme, mais nous devons nous efforcer de fournir l'outillage, l'ambiance, et les encouragements qui s'imposent aux Canadiens qui se sont spécialisés dans un domaine de la recherche, afin de les garder chez nous et de leur permettre de servir leur pays. Je crois qu'on ne peut en arriver à cela qu'en donnant à la recherche toute l'aide qu'elle mérite.

Je n'ai pas l'intention de commenter maintenant l'idée dont on a parlé récemment, celle de la communauté de la recherche, mais je crois qu'elle a beaucoup de valeur et qu'elle peut être très utile à la recherche industrielle au pays. Ainsi, tout en augmentant notre effort de recherche dans ce domaine, nous garderons chez nous nos hommes de science bien formés.

Il y a des gens qui pensent que nous dépensons trop pour les recherches nucléaires. Je ne le crois pas. En 1960, le gouvernement du Canada y a consacré \$2.25 par tête, comparativement à 1 dollar aux États-Unis. Un autre moyen de mesurer le rapport de nos dépenses annuelles au fins de la recherche et de l'énergie atomique, en regard des États-Unis, c'est de comparer le total des dépenses pour l'énergie nucléaire avec la valeur annuelle des ventes d'électricité. Ce chiffre, pour le Canada, est de 5 p. 100, et pour les États-Unis, de 1.5 p. 100.

Il y a deux raisons pour lesquelles, à mon sens, le Canada devrait s'occuper sérieusement de recherches nucléaires. Premièrement, le Canada a été un pionnier dans ce domaine